



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 24 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BF2 Rheinpark

35 rue de la Bienfaisance
75008 Paris

Références : 25-552_SP/AR
Code AIOT : 0006700479

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 septembre 2025 dans l'établissement BF2 Rheinpark implanté Chemin départemental 37 Reichstett (67116). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BF2 Rheinpark
- Chemin départemental 37 67116 Reichstett
- Code AIOT : 0006700479
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La raffinerie dite de REICHSTETT est localisée sur les bancs communaux de Reichstett et Vendenheim. Elle a été exploitée de 1962 à 2011. Elle était soumise à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. À ce titre, le premier arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une raffinerie de pétrole a été délivré le 07 juillet 1959. Suite à l'extension et à l'augmentation de capacité de la raffinerie et du dépôt associés, plusieurs

arrêtés préfectoraux d'autorisation ont été pris, notamment :

- autorisation extension du 22 décembre 1980 (craquage catalytique en lit fluidisé) ;
- autorisation du 29 novembre 2001 (installation de cogénération, codification des prescriptions complétées le 28 octobre 2004 ;
- arrêté préfectoral du 28 mars 2008 autorisant la société Petroplus Raffinage Reichstett (PRR) à reprendre l'exploitation des installations de raffinage de pétrole brut précédemment exploitées à Reichstett et Vendenheim par la Compagnie Rhénane de Raffinage ;
- arrêté préfectoral du 23 octobre 2010 de mise à jour des prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter la raffinerie de pétrole de Reichstett et Vendenheim.

La cessation d'activité a été déclarée par le courrier du 07 juin 2011. La société PRR, dernier exploitant, a été mise en liquidation judiciaire le 10 février 2014. Maître Fabienne JENNER a été nommée mandataire judiciaire. L'arrêt définitif de toute activité sur le site est intervenu en novembre 2013. La société WAGRAM TERMINAL a repris les installations de stockage d'hydrocarbures raffinés (bacs et terminal de chargement des camions-citernes) et a été autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral du 25 janvier 2013.

Par arrêté préfectoral du 17 août 2016, la société BF2 RHEINPARK s'est substituée au dernier exploitant en tant que tiers demandeur pour la réhabilitation du site industriel. Des arrêtés préfectoraux d'encadrement de travaux ont été pris pour les 4 sous ensembles du site :

- arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016 encadrant les travaux de la zone AP1 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2018 encadrant les travaux de la zone AP2 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2017 encadrant les travaux de la zone AP3 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 09 juillet 2018 encadrant les travaux de la zone AP4 réalisés par la société BF2 RHEINPARK SAS sur le site PRR à Reichstett au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement ;

Le plan des zones est précisé dans le présent document (figure 1).

Les travaux de démantèlement et de démolition des installations de raffinage ont débuté en 2016.

La mise en sécurité a été constatée par l'inspection du 10 décembre 2019. Le tiers demandeur a proposé un usage futur de type industriel et tertiaire à l'exclusion de tout établissement destiné à accueillir des populations sensibles. Maître JENNER a donné son accord le 15 mars 2016 comme prévu par l'article R 512-76 I du code de l'Environnement. L'Eurométropole de Strasbourg, l'a également donné le 29 avril 2016 comme prévu au R512-76 III. Le Préfet du Bas Rhin a acté ces usages par courrier du 24 mai 2016. **L'usage futur est de type industriel et tertiaire à l'exclusion de tout établissement destiné à accueillir des populations sensibles.**

Plusieurs procès-verbaux de constat de travaux ont été dressés pour les différentes zones du site comme prévu au R512-78 V :

- AP1 (04/12/2017) ;
- AP3 (14/05/2018) ;
- AP2 (14/05/2019) ;
- AP4 à l'exclusion du lot 39, DD7 et du déshuileur final (17/06/2019) ;
- lot 39 (18/11/2021) ;
- DD7 (18/11/2021) ;
- déshuileur final (18/11/2021).

Ils ont conclu à la compatibilité des différentes zones avec l'usage industriel et tertiaire à l'exclusion

de tout établissement destiné à accueillir des populations sensibles.

Le dernier procès verbal du 5 juillet 2022 a conclu à la compatibilité de la portion du site PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTETT à REICHSTETT (67) où la société BF2 RHEINPARK SAS s'est substituée au dernier exploitant en tant que tiers demandeur pour la réhabilitation, soit l'intégralité du site concerné par le tiers demandeur, avec un usage industriel et tertiaire à l'exclusion de tout établissement destiné à accueillir des populations sensibles.

La mise en sécurité de ce site a fait l'objet d'une convention de financement établie le 27 novembre 2015 entre l'ADEME et le tiers demandeur la société BF2 RHEINPARK.

Cette convention de financement vise à subventionner la mise en sécurité du site non réalisée par le liquidateur impécunieux et qui relèverait dès lors d'une intervention ADEME en raison des risques et dangers importants générés par l'absence de mise en sécurité du site.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Intervention ADEME en contexte de sites à responsables défaillants	Autre du 17/05/2023, article Annexe III.2.3.2	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site été mis en sécurité et réhabilité pour un usage industriel et tertiaire. Il ne présente plus de trace d'activité industrielle liée à la société Petroplus Raffinage, hormis la présence de l'ancienne cheminée de la raffinerie qui a été laissée en place pour témoigner du passé industriel du site. Des nouvelles activités industrielles et tertiaires se sont installées sur le site.

L'intervention visant à la mise en sécurité du site étant terminée, il est attendu la transmission du Compte Rendu d'Intervention Terminée par l'ADEME.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intervention ADEME en contexte de sites à responsables défaillants

Référence réglementaire : Autre du 17/05/2023, article Annexe III.2.3.2
Thème(s) : Autre, Aide à la mise en sécurité pour projets de reconversion privés
Prescription contrôlée : 2. En cas de connaissance d'un projet sur le site avec un porteur identifié en amont de la finalisation du RCTF, la RCTF mentionnera l'existence d'un projet de reconversion sur le site. Quel que soit le montant de l'intervention, la saisine du préfet devra être adressée à la DGPR. La saisine devra indiquer l'existence du projet et demander à ce que l'ADEME intervienne soit directement, soit par convention avec le porteur de projet pour qu'il effectue la mise en sécurité, en cas d'accord avec l'ADEME. Si l'intervention est justifiée, l'accord de la DGPR prévoira la possibilité d'une convention entre l'ADEME et le porteur de projet, ou la réalisation de tout ou partie de l'intervention par l'ADEME, en fonction de la part de l'intervention que le porteur de projet

acceptera de prendre à sa charge. L'ADEME instruira ensuite la demande de financement du porteur de projet, pour la partie de la mise en sécurité qu'il aura accepté de prendre à sa charge. À l'issue de cette instruction, l'ADEME décidera du financement ou non des travaux et établira le cas échéant une convention avec le porteur de projet. En cas de refus de financement, l'ADEME effectuera la maîtrise d'ouvrage de l'intervention dans le cadre usuel tel que défini dans le présent avis. L'ADEME demandera à l'inspection des installations classées: d'une part, une validation technique de la convention pour vérifier la conformité des opérations transférées au porteur de projet par rapport à la RCTF ou à l'accord d'intervention; d'autre part, la proposition au préfet, le cas échéant, d'un arrêté de travaux d'office chargeant l'ADEME de réaliser les travaux non pris en charge par le porteur de projet. À l'issue de la mise en sécurité, l'ADEME vérifiera la bonne réalisation des travaux et rédigera un CRIT décrivant les opérations menées par le porteur de projet, et l'ADEME le cas échéant. Si des suites sont à mener, l'ADEME indiquera dans le CRIT si le porteur de projet souhaite les réaliser en tout ou partie, et la saisine complémentaire du préfet à la DGPR mentionnera ces éléments.

Constats :

Le site correspondant à l'emprise des zones réhabilitées de l'ancienne raffinerie PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTETT repris par le tiers demandeur BF2 Rheinpark correspond aujourd'hui à une vaste zone comportant des activités industrielles et tertiaires.

Il ne reste plus sur la zone de trace de l'activité de la société PRR (absence de déchets et d'infrastructures liées à l'activité de l'ancienne raffinerie) à l'exception de l'ancienne cheminée de la raffinerie qui a été conservée pour témoigner du passé industriel du site.

La plupart des terrains ont été repris par des sociétés ayant des activités de tri, transit, regroupement, recyclage de déchets, des entrepôts logistiques...etc.

Une large parcelle au sud est exempte d'infrastructure ; elle a fait l'objet d'une renaturation en zone humide (présence d'un grand étang). Au nord, une autre parcelle présentant l'aspect d'un terrain vague fait l'objet d'un récent permis de construire signalé par un panneau à l'entrée de la parcelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'ensemble des travaux de mise en sécurité et de réhabilitation du site a été réalisé par le tiers demandeur dans le cadre des arrêtés successifs d'encadrement des travaux des zones AP1, AP2 et A3 et AP4. Ces travaux ont été successivement récolés par l'inspection. Le dernier procès verbal de récolement soldant le récolement de l'ensemble du site pris en charge par la société BF2 Rheinpark est intervenu le 5 juillet 2022.

Il est attendu que l'ADEME après vérification de la bonne exécution des travaux, procède à la rédaction du Compte Rendu d'Intervention Terminée (CRIT) qui sera transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective